

# SOMMAIRE

## LA CRÉATION DE L'AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS

1 UNE AUTORITÉ PUBLIQUE INDÉPENDANTE	p. 6
2 DEUX ORGANES COLLÉGIAUX PLURIDISCIPLINAIRES	p. 7
3 UNE GRANDE SOUPLESSE D'ORGANISATION	p. 8
4 DES MISSIONS ÉLARGIES	p. 9
5 DES POUVOIRS RENFORCÉS	p. 9
6 UNE PROCÉDURE DE SANCTION SÉCURISÉE	p. 11

# 1

## L'ÉVOLUTION DES MARCHÉS FINANCIERS EN 2003

1 UNE ANNÉE DE STABILISATION SUR LES MARCHÉS FINANCIERS	
A Le rebond des marchés d'actions en 2003	p. 17
B Les marchés obligataires	p. 26
C L'activité sur les marchés de produits dérivés est restée dynamique en 2003	p. 28
2 L'ÉVOLUTION DE LA RÉGLEMENTATION DES ACTIVITÉS FINANCIÈRES	
A Le règlement général du CMF et les textes d'application	p. 29
B L'approbation des modifications apportées aux règles des marchés réglementés, de la chambre de compensation, de fonctionnement des systèmes de règlement et de livraison de titres	p. 31
C Les travaux des formations spécialisées du CMF	p. 33
D Les avis émis sur les projets de règlement du Comité de la réglementation bancaire et financière (CRBF)	p. 34
E Le passage du CAC 40 au flottant	p. 34

ANNEXES DES CHAPITRES voir page 187

INDEX DES MOTS CITÉS DANS LE RAPPORT voir page 307

# 2

## LA RÉGULATION ET LA COOPÉRATION INTERNATIONALES

1	LA CONSTRUCTION EUROPÉENNE : LE PLAN D'ACTION POUR LES SERVICES FINANCIERS (PASF)	
A	Les directives européennes	p. 36
B	L'après plan d'action pour les services financiers	p. 43
2	LE RÔLE DU CMF ET DE LA COB AU SEIN DU CESR (Committee of European Securities Regulators)	
A	Les travaux du CMF et de la COB au sein du CESR	p. 44
B	Les sous-groupes permanents : <i>Review-Panel</i> , CESR-POL et CESR-FIN	p. 46
3	L'HARMONISATION COMPTABLE EUROPÉENNE ET INTERNATIONALE	
A	La concrétisation des travaux d'harmonisation des règles comptables internationales et du contrôle des comptes	p. 48
B	Les nouvelles normes IAS/IFSR publiées par l'IASB et les travaux à venir	p. 51
4	LA COOPÉRATION À L'ÉCHELLE INTERNATIONALE	
A	L'Organisation internationale des commissions de valeurs (OICV)	p. 52
B	Le <i>JOINT FORUM</i>	p. 56
C	Le Forum de la stabilité financière (FSF)	p. 56
D	La francophonie : Institut francophone de la régulation financière (IFREFI)	p. 57
E	Le GAFI	p. 57
5	LA COOPÉRATION BILATÉRALE	
A	L'accompagnement du développement international de la place de Paris	p. 57
B	L'accompagnement de l'élargissement de l'Europe	p. 58

# 3

## LES OPÉRATIONS ET L'INFORMATION FINANCIÈRES

1	L'ÉVOLUTION DE L'ACTIVITÉ	
A	Les visas des opérations financières	p. 60
B	Le suivi de l'information permanente des sociétés faisant appel public à l'épargne	p. 62
C	Les appels au marché	p. 65
D	Les principes applicables aux opérations de recapitalisation des sociétés	p. 67
E	Les restructurations de dettes	p. 69
F	Les offres publiques en 2003	p. 69
2	L'ÉVOLUTION RÉGLEMENTAIRE	p. 76
3	CONTENTIEUX - JURISPRUDENCE	
A	Le contentieux des décisions du Conseil des marchés financiers en matière d'offres publiques	p. 82
B	Le contentieux des décisions de visas de la Commission des opérations de bourse	p. 88
C	Autre décision : Ordonnance de séquestre du Président du TGI de Paris, 09/07/2003	p. 91
4	LES QUESTIONS COMPTABLES	
A	L'évolution de la réglementation comptable française	p. 92
B	L'application de la réglementation comptable et financière	p. 95
C	Le contrôle de la fiabilité des comptes	p. 96



# 4

## LES PRESTATAIRES DE SERVICES D'INVESTISSEMENT ET LA GESTION DE L'ÉPARGNE

<b>1</b>	<b>LES PRESTATAIRES DE SERVICES D'INVESTISSEMENT</b>	
<b>A</b>	Les sociétés de gestion	p. 103
<b>B</b>	Les autres prestataires de services d'investissement	p. 107
<b>C</b>	L'évolution du cadre réglementaire	p. 112
<b>D</b>	Le démarchage et les conseillers en investissements financiers (CIF)	p. 114
<b>2</b>	<b>LES OPCVM GÉNÉRAUX</b>	
<b>A</b>	Les produits à vocation générale : bilan des agréments 2003	p. 117
<b>B</b>	Les produits à vocation générale : l'évolution des encours	p. 119
<b>3</b>	<b>L'ÉVOLUTION DU CADRE APPLICABLE AUX OPCVM GÉNÉRAUX</b>	
<b>A</b>	La mise en œuvre des conclusions du groupe frais, des travaux sur l'innovation financière et la transposition de la directive	p. 122
<b>B</b>	Les principales évolutions de l'offre de gestion collective	p. 124
<b>C</b>	La tenue du passif et la centralisation des ordres dans les OPCVM	p. 126
<b>4</b>	<b>L'ÉPARGNE SALARIALE</b>	
<b>A</b>	Les OPCVM d'épargne salariale (FCPE et SICAVAS)	p. 127
<b>B</b>	Les évolutions	p. 128
<b>5</b>	<b>LE CAPITAL INVESTISSEMENT</b>	
<b>A</b>	Les fonds communs de placements à risques (FCPR)	p. 129
<b>B</b>	Les fonds communs de placements dans l'innovation (FCPI)	p. 129
<b>C</b>	Les fonds d'investissement de proximité (FIP)	p. 131

<b>6</b>	<b>LES SOCIÉTÉS CIVILES DE PLACEMENT IMMOBILIER</b>	
<b>A</b>	L'évolution des sociétés civiles de placement immobilier (SCPI) en 2003	p. 132
<b>B</b>	La réglementation	p. 133
<b>7</b>	<b>LES AUTRES VÉHICULES</b>	
<b>A</b>	Les fonds communs de créances	p. 134
<b>B</b>	Les sociétés d'épargne forestière (SEF)	p. 135
<b>C</b>	Les sociétés pour le financement de l'industrie cinématographique et audiovisuelle (SOFICA)	p. 136
<b>D</b>	Les sociétés pour le financement de la pêche artisanale (SOFIPÊCHE)	p. 136
<b>E</b>	Les biens divers	p. 136

# 5

## LA SURVEILLANCE ET LA DISCIPLINE DES MARCHÉS

1	LA SURVEILLANCE DES MARCHÉ EN 2003	
A	Les activités de la surveillance du CMF	p. 139
B	Les activités de la surveillance de la COB	p. 139
2	LE CONTRÔLE DES PRESTATAIRES DE SERVICES D'INVESTISSEMENT EN 2003	
A	Le bilan des contrôles du CMF	p. 140
B	Le contrôle des acteurs de la gestion pour compte de tiers par la COB	p. 142
3	LES ENQUÊTES MENÉES PAR LA COB EN 2003	
A	Origine et typologie des enquêtes	p. 144
B	La coopération internationale	p. 144
4	LES TRANSMISSIONS À D'AUTRES AUTORITÉS EN 2003	
A	Les transmissions aux autorités administratives ou professionnelles	p. 146
B	Les transmissions aux autorités judiciaires	p. 146
5	LES SANCTIONS PRONONCÉES PAR LE CMF, LA COB ET LE CDGF EN 2003	
A	Les mesures disciplinaires du CMF et leurs suites	p. 147
B	Les sanctions administratives prononcées par la COB et leurs suites	p. 152
C	Les sanctions disciplinaires prononcées par le Conseil de discipline de la gestion financière (CDGF)	p. 162
6	LE NOUVEAU DISPOSITIF RÉPRESSIF DE L'AMF	
A	Des pouvoirs de contrôle et d'enquête placés sous la direction du secrétaire général	p. 168
B	Le collège décide l'ouverture des procédures de sanction	p. 169
C	Une procédure contradictoire qui relève exclusivement de la Commission des sanctions	p. 170
D	Les premières sanctions prononcées par l'AMF	p. 171

# 6

## LES RÉCLAMATIONS DES ÉPARGNANTS ET L'ACTIVITÉ DU MÉDIATEUR

1	RAPPELS	
2	BILAN QUANTITATIF	
A	La charge de travail	p. 175
B	La répartition des dossiers	p. 176
C	Les résultats : analyse des dossiers par motif de clôture	p. 177
3	LES THÈMES CARACTÉRISTIQUES DE L'ANNÉE	
A	Les pertes sur investissement dans les fonds à formule indiciels	p. 179
B	Les "incohérences" du marché	p. 181
4	CONCLUSION	

